

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Pelletier, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-06-20

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Baie-Comeau et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état consolidé des flux de trésorerie et l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalisais l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenu sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Baie-Comeau et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie et de leurs gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

DATE 2016-06-20

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	44 136 227	43 868 290	44 039 591			44 039 591
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 365 123	2 697 650	2 689 048			2 689 048
Quotes-parts	3					2 362 522	611 955
Transferts	4	1 512 773	813 660	1 028 500		2 067 066	2 108 943
Services rendus	5	17 246 911	16 069 920	17 469 799		3 913 411	20 638 643
Imposition de droits	6	885 779	723 500	689 401			689 401
Amendes et pénalités	7	585 041	562 200	537 850			537 850
Intérêts	8	613 931	261 700	719 890		102 503	822 393
Autres revenus	9	(140 094)	21 000	50 519		157 630	208 149
	10	68 205 691	65 017 920	67 224 598		8 603 132	72 345 973
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	2 786 374		2 174 884		1 014 307	3 189 191
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 786 374		2 174 884		1 014 307	3 189 191
	18	70 992 065	65 017 920	69 399 482		9 617 439	75 535 164
Charges							
Administration générale	19	6 766 725	7 305 887	6 791 079	663 427	688 588	8 143 094
Sécurité publique	20	5 655 016	5 825 193	5 612 863	108 707		5 721 570
Transport	21	9 798 195	9 045 559	8 939 819	1 603 059		10 542 878
Hygiène du milieu	22	6 534 716	6 212 492	6 600 348	1 613 061	3 920 392	9 716 129
Santé et bien-être	23	378 588	498 670	467 666			467 666
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 554 311	2 746 658	2 544 225	414 888	2 119 613	4 441 141
Loisirs et culture	25	8 698 933	8 631 486	8 277 895	944 249	1 281 653	10 077 297
Réseau d'électricité	26	11 455 699	12 006 155	13 144 366	210 566		13 354 932
Frais de financement	27	6 187 698	4 662 240	3 218 213		264 850	3 483 063
Amortissement des immobilisations	28	5 949 670	6 769 376	5 557 957	(5 557 957)		
	29	63 979 551	63 703 716	61 154 431		8 275 096	65 947 770
Excédent (déficit) de l'exercice	30	7 012 514	1 314 204	8 245 051		1 342 343	9 587 394

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 012 514		1 314 204		8 245 051	1 342 343	9 587 394
Moins: revenus d'investissement	2	(2 786 374)	()	()	()	(2 174 884)	(1 014 307)	(3 189 191)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 226 140		1 314 204		6 070 167	328 036	6 398 203
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	5 949 670		6 769 376		5 557 957	1 310 159	6 868 116
Produit de cession	5	95 630				3 628	13 494	17 122
(Gain) perte sur cession	6	297 805				9 962	14 715	24 677
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	6 343 105		6 769 376		5 571 547	1 338 368	6 909 915
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						(2 820)	(2 820)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15						(2 820)	(2 820)
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					8 444	96 300	104 744
Remboursement de la dette à long terme	17	(9 546 852)	(9 215 160)	(9 132 218)	(9 132 218)	(9 132 218)	(922 214)	(10 054 432)
	18	(9 546 852)	(9 215 160)	(9 123 774)	(9 123 774)	(9 123 774)	(825 914)	(9 949 688)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(42 766)	(151 400)	(327 106)	(327 106)	(327 106)	(1 329 317)	(1 656 423)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		2 797 220					
Excédent de fonctionnement affecté	21							
Réserves financières et fonds réservés	22	(57 820)	(62 810)	(525 874)	(525 874)	(525 874)	(90 718)	(616 592)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(431 769)	(1 451 430)	(431 772)	(431 772)	(431 772)		(431 772)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(532 355)	1 131 580	(1 284 752)	(1 284 752)	(1 284 752)	(1 420 035)	(2 704 787)
	26	(3 736 102)	(1 314 204)	(4 836 979)	(4 836 979)	(4 836 979)	(910 401)	(5 747 380)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	490 038		1 233 188		1 233 188	(582 365)	650 823

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 786 374		2 174 884	1 014 307	3 189 191
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(391 388)	()	(189 983)	(5 497)	(195 480)
Sécurité publique	3	(524 659)	()	(42 782)	()	(42 782)
Transport	4	(359 000)	()	(1 001 009)	()	(1 001 009)
Hygiène du milieu	5	(1 997 338)	(32 199 950)	(2 478 862)	(1 477 829)	(3 956 691)
Santé et bien-être	6	(12 188)	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(308 979)	()	(266 007)	(5 260)	(271 267)
Loisirs et culture	8	(174 227)	()	(260 194)	(101 117)	(361 311)
Réseau d'électricité	9	()	()	(75 462)	()	(75 462)
	10	(3 767 779)	(32 199 950)	(4 314 299)	(1 589 703)	(5 904 002)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 602 884		19 984 775	4 653 520	24 638 295
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	42 766	151 400	327 106	1 329 317	1 656 423
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15				15 647	15 647
Excédent de fonctionnement affecté	16	89 383				
Réserves financières et fonds réservés	17			498 509		498 509
	18	132 149	151 400	825 615	1 344 964	2 170 579
	19	(1 032 746)	(32 048 550)	16 496 091	4 408 781	20 904 872
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 753 628	(32 048 550)	18 670 975	5 423 088	24 094 063

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 012 514	1 314 204	8 245 051	1 342 343	9 587 394
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	3 767 779 ) (	32 199 950 ) (	4 314 299 ) (	1 589 703 ) (	5 904 002)
Produit de cession	3	95 630		3 628	13 494	17 122
Amortissement	4	5 949 670	6 769 376	5 557 957	1 310 159	6 868 116
(Gain) perte sur cession	5	297 805		9 962	14 715	24 677
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	2 575 326	(25 430 574)	1 257 248	(251 335)	1 005 913
Variation des propriétés destinées à la revente	8				(39 847)	(39 847)
Variation des stocks de fournitures	9	72 149		(99 478)	1 732 641	1 633 163
Variation des autres actifs non financiers	10	238 160		(236 448)	(5 195)	(241 643)
	11	310 309		(335 926)	1 687 599	1 351 673
	12	9 898 149	(24 116 370)	9 166 373	2 778 607	11 944 980
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	9 898 149	(24 116 370)	9 166 373	2 778 607	11 944 980
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(86 643 142)		(76 744 993)	(13 197 285)	(89 942 278)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(214)	(214)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(86 643 142)		(76 744 993)	(13 197 499)	(89 942 492)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(76 744 993)		(67 578 620)	(10 418 892)	(77 997 512)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 429 658	2 945 500	4 888 413	7 833 913
Placements temporaires	2	18 500 000	35 950 000		35 950 000
Débiteurs (note 5)	3	23 911 759	23 245 932	2 170 073	23 561 605
Prêts (note 6)	4	223 958	223 958		223 958
Placements de portefeuille (note 7)	5	2 000 000	2 000 000	1 028 962	3 028 962
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8			66 361	66 361
	9	47 065 375	64 365 390	8 153 809	70 664 799
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			1 242 791	1 242 791
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 066 475	6 712 648	3 466 144	8 324 392
Revenus reportés (note 12)	13	527 571	396 512	273 500	670 012
Dette à long terme (note 13)	14	105 468 722	114 659 650	13 590 266	128 249 916
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 747 600	10 175 200		10 175 200
	16	123 810 368	131 944 010	18 572 701	148 662 311
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(76 744 993)	(67 578 620)	(10 418 892)	(77 997 512)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	150 707 698	149 450 450	25 688 278	175 138 728
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19			1 675 271	1 675 271
Stocks de fournitures	20	1 369 049	1 468 527	34 093	1 502 620
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 803 253	2 039 701	78 137	2 117 838
	22	153 880 000	152 958 678	27 475 779	180 434 457
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 087 707	7 320 896	980 049	8 300 945
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 126 128	1 415 049	1 368 268	2 783 317
Réserves financières et fonds réservés	25	1 972 581	1 549 668	739 612	2 289 280
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(2 582 347)	(2 150 573)	()	(2 150 573)
Financement des investissements en cours	27	5 707 472	24 378 447	(2 332 620)	22 045 827
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	64 823 466	52 866 571	16 301 578	69 168 149
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	77 135 007	85 380 058	17 056 887	102 436 945

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 012 514	8 245 051	1 342 343	9 587 394
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	5 949 670	5 557 957	1 310 159	6 868 116
Autres					
-	3			15 925	15 925
-	4			(214)	(214)
	5	12 962 184	13 803 008	2 668 213	16 471 221
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(661 368)	665 827	213 686	879 513
Autres actifs financiers	7			(18 358)	(18 358)
Créditeurs et charges à payer	8	1 405 769	(353 827)	320 217	(33 610)
Revenus reportés	9	262 144	(131 059)	76 063	(54 996)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 970 600	(572 400)		(572 400)
Propriétés destinées à la revente	11			(39 847)	(39 847)
Stocks de fournitures	12	72 149	(99 478)	1 732 641	1 633 163
Autres actifs non financiers	13	238 160	(236 448)	(5 195)	(241 643)
	14	16 249 638	13 075 623	4 947 420	18 023 043
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	3 767 779 ) (	4 314 299 ) (	1 589 703 ) (	5 904 002)
Produit de cession	16	393 435	3 628	13 494	17 122
	17	(3 374 344)	(4 310 671)	(1 576 209)	(5 886 880)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21			442 114	442 114
Variation nette des placements temporaires	22	(18 500 000)	(17 450 000)		(17 450 000)
	23	(18 500 000)	(17 450 000)	442 114	(17 007 886)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	5 819 263	20 164 469	5 036 143	25 200 612
Remboursement de la dette à long terme	25 (	10 225 583 ) (	10 973 541 ) (	915 632 ) (	11 889 173)
Variation nette des emprunts temporaires	26			(5 706 033)	(5 706 033)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27			20 566	20 566
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(4 406 320)	9 190 928	(1 564 956)	7 625 972
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(10 031 026)	505 880	2 248 369	2 754 249
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	12 460 684	2 131 853	2 854 548	4 986 401
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 429 658	2 637 733	5 102 917	7 740 650

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	14 810 350	14 996 520	15 202 036	1 656 352	16 858 388
Charges sociales	2	4 469 418	4 055 550	3 939 730	530 054	4 469 784
Biens et services	3	27 992 633	30 175 921	28 385 435	4 493 212	31 147 457
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	3 596 122	3 449 920	3 486 525		3 486 525
D'autres organismes municipaux	5		14 160	14 159	264 850	279 009
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	63 594				
D'autres tiers	7		28 660	28 016		28 016
Autres frais de financement	8	2 527 982	1 169 500	(310 487)		(310 487)
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 260 021	2 409 989	2 421 555		670 988
Autres	10		283 430	263 362	20 469	283 831
Autres organismes	11	2 309 761	350 690	2 166 143		2 166 143
Amortissement des immobilisations	12	5 949 670	6 769 376	5 557 957	1 310 159	6 868 116
Autres						
-	13					
-	14					
-	15					
	16	63 979 551	63 703 716	61 154 431	8 275 096	65 947 770

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
Revenus			
Taxes	1	44 039 591	44 136 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 689 048	3 365 123
Quotes-parts	3	611 955	591 933
Transferts	4	5 298 134	6 110 388
Services rendus	5	20 638 643	19 879 801
Imposition de droits	6	689 401	885 779
Amendes et pénalités	7	537 850	585 041
Intérêts	8	822 393	748 919
Autres revenus	9	208 149	165 247
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	75 535 164	76 468 458
Charges			
Administration générale	12	8 143 094	8 200 053
Sécurité publique	13	5 721 570	5 766 991
Transport	14	10 542 878	11 637 707
Hygiène du milieu	15	9 716 129	9 840 312
Santé et bien-être	16	467 666	378 588
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 441 141	4 205 142
Loisirs et culture	18	10 077 297	10 601 295
Réseau d'électricité	19	13 354 932	11 699 896
Frais de financement	20	3 483 063	6 368 889
	21	65 947 770	68 698 873
Excédent (déficit) de l'exercice	22	9 587 394	7 769 585
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	92 849 765	85 080 180
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(214)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	92 849 551	85 080 180
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	102 436 945	92 849 765

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 587 394	7 769 585
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(5 904 002)	(4 297 363)
Produit de cession	3	17 122	104 249
Amortissement	4	6 868 116	7 265 620
(Gain) perte sur cession	5	24 677	292 552
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	1 005 913	3 365 058
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(39 847)	(82 282)
Variation des stocks de fournitures	9	1 633 163	(533 751)
Variation des autres actifs non financiers	10	(241 643)	249 852
	11	1 351 673	(366 181)
	12	11 944 980	10 768 462
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	11 944 980	10 768 462
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(89 942 278)	(100 640 884)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(214)	(69 856)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(89 942 492)	(100 710 740)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(77 997 512)	(89 942 278)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements de portefeuille	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	7 833 913	4 986 401
Placements temporaires	2	35 950 000	18 500 000
Débiteurs (note 5)	3	23 561 605	24 441 118
Prêts (note 6)	4	223 958	223 958
Placements de portefeuille (note 7)	5	3 028 962	3 555 587
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	66 361	48 003
	9	<u>70 664 799</u>	<u>51 755 067</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 242 791	6 948 824
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	8 324 392	8 358 002
Revenus reportés (note 12)	13	670 012	725 008
Dette à long terme (note 13)	14	128 249 916	114 917 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 175 200	10 747 600
	16	<u>148 662 311</u>	<u>141 697 345</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(77 997 512)</u>	<u>(89 942 278)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	175 138 728	176 144 641
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 675 271	1 635 424
Stocks de fournitures	20	1 502 620	3 135 783
Autres actifs non financiers (note 17)	21	2 117 838	1 876 195
	22	<u>180 434 457</u>	<u>182 792 043</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>102 436 945</u>	<u>92 849 765</u>
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	102 436 945	92 849 765
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	<u>102 436 945</u>	<u>92 849 765</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 587 394	7 769 585
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 868 116	7 265 620
Autres			
-	3	15 925	
-	4	(214)	
	5	16 471 221	15 035 205
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	879 513	(413 144)
Autres actifs financiers	7	(18 358)	(43 258)
Créditeurs et charges à payer	8	(33 610)	1 204 280
Revenus reportés	9	(54 996)	131 634
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(572 400)	1 970 600
Propriétés destinées à la revente	11	(39 847)	(82 282)
Stocks de fournitures	12	1 633 163	1 116 139
Autres actifs non financiers	13	(241 643)	236 915
	14	18 023 043	19 156 089
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 904 002)	(4 297 363)
Produit de cession	16	17 122	396 801
	17	(5 886 880)	(3 900 562)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	442 114	
Variation nette des placements temporaires	22	(17 450 000)	(19 535 033)
	23	(17 007 886)	(19 535 033)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	25 200 612	5 819 263
Remboursement de la dette à long terme	25	(11 889 173)	(11 122 717)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(5 706 033)	(879 753)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	20 566	20 569
Autres			
-	28		
-	29		
	30	7 625 972	(6 162 638)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 754 249	(10 442 144)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 986 401	15 428 545
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	7 740 650	4 986 401

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau a été constituée selon la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. no 37) en 1982, regroupant en une seule municipalité la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
S.A.E.P. Inc.	x	
Corporation de gestion de la salle de spectacle	x	
Croisières Baie-Comeau Inc.	x	
Corporation Plein-Air Baie-Comeau Inc.	x	
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x	
Société d'expansion de Baie-Comeau	x	

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Régie de gestion de matières résiduelles de Manicouagan	x	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de l'organisme la Ville de Baie-Comeau, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Les opérations de la Ville sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus compte tenu des usages particuliers de la comptabilité municipale et en fonction des directives du Manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec.

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

d) DROIT DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

g) TRANSFERTS

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, on doit satisfaire aux conditions édictées ou programme de subvention concerné.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****h) MODIFICATION AUX RÔLES D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE**

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui peuvent être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer les activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités. Les actifs financiers de la municipalité et des organismes contrôlés sont l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts, l'avance et les propriétés destinées à la revente dont la vente probable est dans l'exercice subséquent.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité et des organismes contrôlés sont les créditeurs et frais courus, les revenus reportés, dette à long terme et passif au titre des avantages sociaux futurs.

E) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

infrastructures	2,5%
bâtiments	2,5%
véhicules	5 à 10%
ameublement & équipement	10 à 20%
machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2015: Aucun passif à comptabiliser.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Encaisse et placements affectés**

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Placement à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

La municipalité a adopté en 2009 un nouveau modèle de présentation basé sur le concept de la dette nette de même que de nouvelles normes en matière de présentation des immobilisations, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 522 405	3 647 128
Placements temporaires	2	35 950 000	18 500 000
Placements de portefeuille	3		505 750
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	900 690	984 594
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	32 596	32 596
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	14 880 299	15 879 296
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	3 382 419	3 036 302
Organismes municipaux	8	872 861	982 791
Autres			
-	9	3 492 740	3 525 539
-	10		
	11	23 561 605	24 441 118
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	13 714 596	15 879 296
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	13 714 596	15 879 296
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	299 530	175 514
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	223 958	223 958
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	2 000 000	2 000 000
Autres placements	23	1 028 962	1 555 587
	24	3 028 962	3 555 587
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(7 354 500)	(7 978 500)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 820 700)	(2 769 100)
	27	<u>(10 175 200)</u>	<u>(10 747 600)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	2 253 800	3 296 400
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	197 500	174 600
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	35 913	35 574
	33	<u>2 487 213</u>	<u>3 506 574</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35	66 361	48 003
	36	<u>66 361</u>	<u>48 003</u>

Note**10. Emprunts temporaires**

La Régie de gestion des matières résiduelles dispose de deux marges de crédit. La première marge de crédit est d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel + 0.00 %. Au 31 décembre 2015, le solde inutilisé est de 5 000 000\$. La deuxième marge de crédit est d'un montant autorisé de 2 273 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel + 0.00 %. Au 31 décembre 2015, le solde inutilisé est de 938 375\$, donc un solde utilisé de 1 334 625\$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	3 199 061	4 834 621
Salaires et avantages sociaux	38	1 304 341	1 018 872
Dépôts et retenues de garantie	39	449 381	247 256
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus à payer	43	776 897	607 761
- Autres	44	700 941	372 525
- Organismes municipaux	45	1 893 771	1 276 967
-	46		
-	47		
	48	<u>8 324 392</u>	<u>8 358 002</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	68 169	67 400
Transferts	50		
Autres			
-	51	377 617	371 255
- Autres	52	224 226	286 353
	53	670 012	725 008

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015		2014	
13. Dette à long terme				
	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>		
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne			54	120 589 024
Obligations et billets en monnaies étrangères			55	
Gains (pertes) de change reportés			56	
			57	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			58	5 946 765
Organismes municipaux			59	1 810 812
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			60	659 599
Autres			61	1 102 086
			62	128 297 474
Frais reportés liés à la dette à long terme			63(	47 558) (68 124)
			64	128 249 916
				114 917 911

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	9 460 431	81	288 298	90	994 028	98	10 742 757
2017	66	74	9 760 720	82	141 891	91	354 969	99	10 257 580
2018	67	75	9 859 921	83	146 070	92	369 732	100	10 375 723
2019	68	76	13 721 265	84	83 359	93	360 796	101	14 165 420
2020	69	77	8 666 433	85	2 935	94	405 074	102	9 074 442
2021 et +	70	78	73 680 904	86		95	648	103	73 681 552
	71	79	125 149 674	87	662 553	96	2 485 247	104	128 297 474
Intérêts et frais accessoires				88(				105(
	72	80	125 149 674	89	662 553	97	2 485 247	106	128 297 474

Note

	2015		2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal			107	(67 578 620)
Tiers				(76 744 993)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			108	
Autres			109	(10 418 892)
			110	(77 997 512)
				(89 942 278)

Note

La Ville de Baie-Comeau a continué de comptabiliser les revenus futurs découlant d'ententes conclues avec le gouvernement du Québec qui seront constatés sur une base

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

pluriannuelle dans les débiteurs liés à la dette à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	16 092 365	139	9 089 074	166		193	25 181 439
Eaux usées	112	44 880 689	140	78 925	167		194	44 959 614
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	59 637 927	141	536 889	168		195	60 174 816
Autres	114	27 169 290	142	1 674 247	169		196	28 843 537
Réseau d'électricité	115	10 573 226	143		170		197	10 573 226
Bâtiments	116	61 290 299	144	735 163	171		198	62 025 462
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	6 362 980	146	310 004	173	171 433	200	6 501 551
Ameublement et équipement de bureau	119	7 976 284	147	197 538	174	1 426	201	8 172 396
Machinerie, outillage et équipement divers	120	11 505 129	148	430 984	175	47 298	202	11 888 815
Terrains	121	11 529 858	149		176	2 848	203	11 527 010
Autres	122	284 125	150		177		204	284 125
	123	<u>257 302 172</u>	151	<u>13 052 824</u>	178	<u>223 005</u>	205	<u>270 131 991</u>
Immobilisations en cours	124	9 760 932	152	(7 148 822)	179		206	2 612 110
	125	<u>267 063 104</u>	153	<u>5 904 002</u>	180	<u>223 005</u>	207	<u>272 744 101</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	2 499 119	154	439 544	181		208	2 938 663
Eaux usées	127	16 682 199	155	1 122 076	182		209	17 804 275
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	16 381 296	156	1 496 009	183		210	17 877 305
Autres	129	7 560 371	157	956 698	184		211	8 517 069
Réseau d'électricité	130	5 826 513	158	186 247	185		212	6 012 760
Bâtiments	131	23 765 012	159	1 166 549	186		213	24 931 561
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	3 303 378	161	208 289	188	181 206	215	3 330 461
Ameublement et équipement de bureau	134	5 946 100	162	1 124 450	189		216	7 070 550
Machinerie, outillage et équipement divers	135	8 806 442	163	148 722	190		217	8 955 164
Autres	136	148 033	164	19 532	191		218	167 565
	137	<u>90 918 463</u>	165	<u>6 868 116</u>	192	<u>181 206</u>	219	<u>97 605 373</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>176 144 641</u>					220	<u>175 138 728</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	1 675 271
	234	1 635 424
	1 675 271	1 635 424
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	1 675 271
		1 635 424

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	2 117 838	1 876 195
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	2 117 838	1 876 195

Note**18. Obligations contractuelles****A) Enlèvement des ordures**

Jusqu'en 2011, nous octroyions les contrats pour la cueillette des matières recyclables et des déchets domestiques à des entrepreneurs par appels d'offres. Suite à un transfert de compétences au cours de l'année 2011, c'est la Régie de gestion des matières résiduelles qui a désormais la responsabilité de l'enlèvement des ordures.

B) Sites de neiges usées

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 84 755 \$ pour l'année 2015 et totaliseront 87 579 \$ pour 2016. Les contrats pour les deux sites ont été renouvelés en 2014. Pour le site de Mingan, l'échéance est en 2018 et pour le site de Marquette en 2017.

C) Contrat de service

Les contrats de service totalisent 447 837 \$ pour l'année 2015. Pour les contrats en cours en 2016, cela totalisera 449 600 \$. Les échéances varient entre 2015 et 2021.

D) Location d'équipement et de machinerie

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 501 374 \$ pour l'année 2015 et totaliseront 547 618 \$ pour 2016. Les échéances varient entre 2016 et 2021 selon les contrats de location.

E) Entretien ménager

Les versements prévus pour les quinze (15) contrats d'entretien ménager totalisent 632 776 \$ pour l'année 2015. Les échéances varient selon les différents contrats (2016 à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2019). Le coût pour 2016 selon les contrats en cours sera de 633 805 \$.

F) Transport en commun

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun. Le coût est payable par versements hebdomadaires et représente un déboursé total de de 597 130 \$ en 2015.

G) Transport adapté

Un (1) contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau jusqu'en 2016 exculsivement. Ce contrat est payable par versements bimensuels et représente un déboursé total de 758 187 \$ en 2015.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

a) RECLAMATION D'ASSURANCE

Au 31 décembre 2015, il y avait 42 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 34 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 8 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville.

b) CAUTIONNEMENT

La Ville s'est engagée par lettre de cautionnement pour un montant de:

S.A.E.P.	500 000 \$
Corporation plein air Manicouagan	1 500 000 \$
Club social colombien de Hauterive	50 000 \$

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

s.o.

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

S.O.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	7 833 913		4 986 401
Découvert bancaire	242	()	()	
Placements temporaires	243	35 950 000		18 500 000
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	248	(35 950 000)	(18 500 000)	
- Autre variation	249	(93 263)	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
-	253	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	7 740 650		4 986 401

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dettes à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 8 300 945	8 672 010
Excédent de fonctionnement affecté	2 2 783 317	1 266 196
Réserves financières et fonds réservés	3 2 289 280	2 457 715
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (2 150 573 ) (	2 582 347)
Financement des investissements en cours	5 22 045 827	(1 448 589)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 69 168 149	84 484 780
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 102 436 945	92 849 765
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 7 320 896	8 672 010
Organismes contrôlés	10 980 049	
	11 8 300 945	8 672 010
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Fonds auto-assurance	12 378 838	249 893
- Cession de lots	13 3 677	3 677
- Fonds carrières et sablières	14 1 032 534	872 558
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 415 049	1 126 128
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Creusage cellules et autres	22 102 350	102 350
- Frais de refinancement	23 32 752	32 752
- Station de pompage et complexe	24 1 233 166	4 966
	25 1 368 268	140 068
	26 2 783 317	1 266 196
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Fonds de fiducie	27 569 727	479 009
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 569 727	479 009
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 932 893	1 030 922
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 678 057	839 414
Financement des activités de fonctionnement	38 108 603	108 370
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 719 553	1 978 706
	46 2 289 280	2 457 715

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (59 421 ) (	74 277)
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (971 574 ) (	1 165 888)
Régimes non capitalisés	50 (707 079 ) (	883 848)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 (412 499 ) (	458 334)
Régimes non capitalisés	53 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()
Autres		
-	59 () ()
-	60 () ()
	61 (2 150 573 ) (	2 582 347)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()
Autre financement	63 () ()
	64 (2 150 573 ) (	2 582 347)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 24 378 447	5 707 472
Investissements à financer	66 (2 332 620 ) (	7 156 061)
	67 22 045 827	(1 448 589)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 175 138 728	176 144 641
Propriétés destinées à la revente	69 1 675 271	1 635 424
Prêts	70 223 958	223 958
Placements à titre d'investissement	71 2 000 000	2 000 000
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 179 037 957	180 004 023
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 128 249 916	114 917 911
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 47 558	68 124
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (13 714 596 ) (	15 879 296)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (4 713 070 ) (	3 067 813)
	79 109 869 808	96 038 926
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (519 683)	
	81 109 869 808	95 519 243
	82 69 168 149	84 484 780

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0#</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2013 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Toutefois, cette évaluation n'est pas encore acceptée par la Régie des rentes. Aussi, les négociations n'ont pas encore eu lieu avec les employés de la Ville de Baie-Comeau suite à l'adoption de la Loi.

1. Date de la retraite normale: 65 ans

2. Date de la retraite anticipée et ajustements applicables

Les modalités qui suivent s'appliquent aussi aux participants non actifs à la date de leur retraite qui ont refusé de consentir aux modalités réductrices adoptées le 3 juillet 2007, ayant effet au 30 décembre 2004. Pour les participants de moins de 55 ans ayant quitté entre le 31 décembre 2004 et le 1er janvier 2008 et qui ont consenti aux modalités réductrices, la réduction est établie par équivalence actuarielle.

Catégories 2-3-7 et 8: À compter de 55 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Participation antérieure au 1er janvier 1991: Réduction de 1/4% pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 65 ans
- ii. Participation postérieure au 31 décembre 1990: Réduction de 1/4% pour chaque mois d'anticipation compris entre 55 et 60 ans, aucune entre 60 et 65 ans.

Nonobstant ce qui précède, à compter du 1er janvier 1996, la réduction entre le 60e et 65e anniversaire est nulle pour les participants cités en annexes au règlement (catégories 31 et 81) relativement au service reconnu au cours des «N» dernière années civiles où:

$$N = 5 + 2 \times (X - 1995)$$

X = l'année de la cessation de la participation active

Catégories 1 et 6: À compter de 55 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Participation antérieure au 1er janvier 1989: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 65 ans.
- ii. Participation postérieure au 31 décembre 1988: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation compris entre 55 et 60 ans, aucune entre 60 et 65 ans.

Nonobstant ce qui précède, à compter du 1er janvier 1996, la réduction entre le 60e et le 65e anniversaire est nulle relativement au service reconnu au cours de N dernières années civiles où:

$$N = 7 + 2x \times (X - 1995)$$

X = l'année de la cessation de la participation active

Catégories 5 et 10: à compter de 50 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Sans réduction si l'âge du participant, additionné à ses années de service totalisent 85 ou plus, sinon
- ii. Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation compris entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint le critère 85.

Catégories 4 et 9: À compter de 55 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Participation antérieure au 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 59 ans.
- ii. Participation postérieure au 31 décembre 2004: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 58 ans.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (7 545 400)	(7 229 400)
Charge de l'exercice	5 (2 253 800)	(3 296 400)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 444 700	2 547 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(7 354 500)</u>	<u>(7 978 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 59 713 500	57 929 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>71 612 000</u>)	(<u>68 221 200</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (11 898 500)	(10 291 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>4 544 000</u>	<u>2 313 100</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (7 354 500)	(7 978 500)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(7 354 500)</u>	<u>(7 978 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 59 713 500	57 929 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>71 612 000</u>)	(<u>68 221 200</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>11 898 500</u>)	(<u>10 291 600</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 068 500	2 308 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u>(3 429 700)</u>
	21 2 068 500	(1 121 400)
Cotisations salariales des employés	22 (675 800)	(697 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 1 392 700	(1 818 500)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 329 100	798 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u> </u>	<u>3 429 700</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u> </u>	<u> </u>
Autres	30 <u> </u>	<u> </u>
-	31 <u> </u>	<u> </u>
-	32 <u>1 721 800</u>	<u>2 409 700</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>3 825 900</u>	<u>3 812 800</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 (<u>3 293 900</u>)	(<u>2 926 100</u>)
Rendement espéré des actifs	35 <u>532 000</u>	<u>886 700</u>
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 <u>2 253 800</u>	<u>3 296 400</u>
Charge de l'exercice	36 <u>2 253 800</u>	<u>3 296 400</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 498 500	5 391 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (3 293 900)	(2 926 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (795 400)	2 465 600
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 1 764 600	3 636 800
Prestations versées au cours de l'exercice	41 4 268 200	3 615 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 59 713 500	57 929 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 2 341 900	3 106 400
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 75 600	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,55 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,55 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>0</u>	58 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (2 769 100)	(2 745 200)
Charge de l'exercice	60 (197 500)	(174 600)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 145 900	150 700
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>2 820 700</u>)	(<u>2 769 100</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (3 148 600)	(3 097 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 327 900	328 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>2 820 700</u>)	(<u>2 769 100</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 78 400	64 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 78 400	64 500
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 78 400	64 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 10 500	(11 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 88 900	52 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 108 600	121 700
Charge de l'exercice	79 197 500	174 600

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 9 900	(315 500)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 20	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,50 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 5,70 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 4,00 %	3,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2033	2024
Autres hypothèses économiques		
-	88 3	3
-	89 3	3

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 0

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 8 9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (Retraite Québec), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	10 657	10 556
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	35 913	35 574
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	35 913	35 574
100	35 913	35 574

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	114 659 650
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	(108 603)
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	13 509 896
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	24 378 447
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	76 662 704
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	76 662 704
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	136 003
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	76 798 707
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	76 798 707
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	40 862 530	40 993 047	40 993 047	41 082 510
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	40 862 530	40 993 047	40 993 047	41 082 510
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 858 760	2 860 424	2 860 424	2 862 136
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	115 000	155 592	155 592	158 576
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 973 760	3 016 016	3 016 016	3 020 712
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	32 000	30 528	30 528	33 005
	24	32 000	30 528	30 528	33 005
	25	3 005 760	3 046 544	3 046 544	3 053 717
	26	43 868 290	44 039 591	44 039 591	44 136 227

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	470 670	473 859	464 573
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	6 500	8 863	8 863
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	41 090	41 089	41 089
	31	518 260	523 811	514 525
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	840 630	811 863	1 331 082
Cégeps et universités	33	213 660	207 278	332 617
Écoles primaires et secondaires	34	723 730	734 335	426 084
	35	1 778 020	1 753 476	2 089 783
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			471
Taxes d'affaires	38			
	39			471
	40	2 296 280	2 277 287	2 604 779
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	40 450	40 452	40 452
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 390	1 385	1 385
Taxes d'affaires	43			
	44	41 840	41 837	41 837
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	20 670	31 064	40 787
	47	20 670	31 064	40 787
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48	338 860	338 860	677 720
Autres	49			
	50	338 860	338 860	677 720
	51	2 697 650	2 689 048	3 365 123

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	171 930	180 779	188 766
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	62 500	118 933	112 103
Transport adapté	61	280 000	279 234	279 234
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		785 153	949 382
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	17 330		5 422
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	15 050	15 458	17 866
Promotion et développement économique	84		122 949	122 949
Autres	85		68 942	49 160
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	27 220	51 249	100 053
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	66 700	76 968	68 060
Autres	88	110 330	120 321	323 806
Réseau d'électricité	89			
	90	751 060	965 891	2 093 852

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99	85 963	85 963	
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 821 956	1 821 956	2 586 366
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110		409 400	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	(17 088)	587 819	604 907
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	197 000	197 000	200 008
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	87 053	87 053	
Réseau d'électricité	128			
	129	2 174 884	3 189 191	3 391 281

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	62 600	62 609	62 609
	138	62 600	62 609	62 609
TOTAL DES TRANSFERTS	139	813 660	3 203 384	5 298 134
				6 110 388

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	171 000	171 000	69 222
	143	171 000	171 000	69 222
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165	30 000	39 115	24 884
Autres	166			
	167	30 000	39 115	24 884
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173	79 070	77 462	123 903
Autres	174			
	175	79 070	77 462	123 903
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178	15 000	15 000	15 000
	179	15 000	15 000	15 000
Réseau d'électricité	180			
	181	124 070	302 577	233 009

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	801 040	822 504	814 829
Sécurité publique	183	278 400	289 383	281 289
Transport				
Réseau routier	184	65 000	63 647	76 769
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	160 000	137 581	154 418
Transport adapté	186	276 530	305 206	194 603
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	10 000	21 274	1 646 468
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
			1 005 810	297 903
Loisirs et culture	193	854 880	914 846	1 661 217
Réseau d'électricité	194	13 500 000	14 612 781	14 519 296
	195	15 945 850	17 167 222	19 646 792
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	16 069 920	17 469 799	19 879 801
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	73 500	70 855	75 846
Droits de mutation immobilière	198	525 000	458 570	649 730
Droits sur les carrières et sablières	199	125 000	159 976	160 203
Autres	200			
	201	723 500	689 401	885 779
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	562 200	537 850	585 041
INTÉRÊTS	203	261 700	719 890	748 919
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(9 962)	(292 552)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		2 820	
Contributions des promoteurs	207			57 852
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			34 061
Autres	211	21 000	60 481	365 886
	212	21 000	50 519	165 247

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	441 930	383 079	7 003	390 082	390 082	593 673
Application de la loi	2	321 480	344 360	14 637	358 997	358 997	266 148
Gestion financière et administrative	3	3 736 447	3 537 488	608 766	4 146 254	4 146 254	4 371 672
Greffe	4	443 120	520 256	31 420	551 676	551 676	505 533
Évaluation	5	701 120	704 975		704 975	704 975	544 934
Gestion du personnel	6	618 940	472 920	1 601	474 521	474 521	447 790
Autres	7	1 042 850	828 001		828 001	1 516 589	1 470 303
	8	7 305 887	6 791 079	663 427	7 454 506	8 143 094	8 200 053
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 243 777	3 226 750	39 723	3 266 473	3 266 473	3 316 001
Sécurité incendie	10	2 306 616	2 115 503	67 389	2 182 892	2 182 892	2 170 313
Sécurité civile	11	4 410	3 300		3 300	3 300	16 490
Autres	12	270 390	267 310	1 595	268 905	268 905	264 187
	13	5 825 193	5 612 863	108 707	5 721 570	5 721 570	5 766 991
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 097 936	2 377 056	1 548 090	3 925 146	3 925 146	4 268 249
Enlèvement de la neige	15	3 300 196	2 930 855	51 565	2 982 420	2 982 420	3 819 220
Éclairage des rues	16	473 999	338 294		338 294	338 294	448 306
Circulation et stationnement	17	603 550	710 411	3 404	713 815	713 815	799 893
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 344 580	1 420 145		1 420 145	1 420 145	1 138 412
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 225 298	1 163 058		1 163 058	1 163 058	1 163 627
	22	9 045 559	8 939 819	1 603 059	10 542 878	10 542 878	11 637 707

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	906 432	1 006 156	187 780	1 193 936	1 356 786
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 040 871	1 397 666	259 809	1 657 475	1 383 317
Traitement des eaux usées	25	855 160	811 532	440 483	1 252 015	1 162 423
Réseaux d'égout	26	1 006 261	1 006 423	724 989	1 731 412	2 107 687
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	681 724	699 538		1 709 289	1 743 884
Élimination	28	423 400	423 354		423 354	457 680
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	458 950	458 933	458 933	867 446	855 297
Tri et conditionnement	30	257 627	236 160	236 160	236 160	240 000
Matières organiques						
Collecte et transport	31					37 514
Traitement	32					37 514
Matériaux secs	33	582 067	560 586	560 586	560 586	379 286
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38				84 456	78 924
Autres	39					
	40	6 212 492	6 600 348	1 613 061	8 213 409	9 716 129
						9 840 312
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	154 000	185 523		185 523	164 465
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	344 670	282 143	282 143	282 143	214 123
	44	498 670	467 666	467 666	467 666	378 588
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 472 838	1 279 105	7 989	1 287 094	1 334 225
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	228 690	229 353		229 353	351 391
Tourisme	49	925 130	912 774	388 291	1 301 065	2 364 901
Autres	50					
Autres	51	120 000	122 993	18 608	141 601	154 625
	52	2 746 658	2 544 225	414 888	2 959 113	4 441 141
						4 205 142

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 513 917	1 156 730	59 901	1 216 631	1 216 631	1 697 873
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 971 927	3 028 461	62 561	3 091 022	3 087 344	2 113 927
Piscines, plages et ports de plaisance	55	782 962	431 147	18 527	449 674	449 674	823 581
Parcs et terrains de jeux	56	515 462	233 911	251 657	485 568	485 568	762 815
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	977 332	986 765	63 095	1 049 860	1 049 860	1 170 381
	60	5 761 600	5 837 014	455 741	6 292 755	6 289 077	6 568 577
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	623 369	469 448	55 795	525 243	525 243	483 074
Bibliothèques	62	1 032 453	969 060	44 167	1 013 227	1 013 227	1 037 254
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	400 471	192 781	3 115	195 896	195 896	410 778
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	813 593	809 592	385 431	1 195 023	2 053 854	2 101 612
	66	2 869 886	2 440 881	488 508	2 929 389	3 788 220	4 032 718
	67	8 631 486	8 277 895	944 249	9 222 144	10 077 297	10 601 295
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	12 006 155	13 144 366	210 566	13 354 932	13 354 932	11 699 896
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 198 860	3 213 503		3 213 503	3 478 353	3 510 236
Autres frais	70	293 880	315 197		315 197	315 197	330 671
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 041 500	(318 775)		(318 775)	(318 775)	2 447 705
Autres	72	128 000	8 288		8 288	8 288	80 277
	73	4 662 240	3 218 213		3 218 213	3 483 063	6 368 889
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	6 769 376	5 557 957	(5 557 957)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Baie-Comeau (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

DATE 2016-06-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>44 103 942</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	64 351
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>64 351</u>
Revenus de taxes	11	<u>44 039 591</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	44 039 591
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>44 039 591</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	30 528		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 322 512		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	155 592		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>12 508 632</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>31 530 959</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 701 326 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 705 568 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 703 447 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>31 530 959</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 703 447 600</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 8 | 5 | 1 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	30 543 490	2 349 609	2 349 609
Usines de traitement de l'eau potable	2			1 748 719
Usines et bassins d'épuration	3	450 000		
Conduites d'égout	4	84 320	57 892	57 892
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			230 511
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	84 320	456 959	456 959
Ponts, tunnels et viaducs	7			81 469
Systèmes d'éclairage des rues	8		56 201	56 201
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		241 375	241 375
Autres infrastructures	11	550 420	158 995	1 432 872
Réseau d'électricité	12			640 656
Bâtiments				75 637
Édifices administratifs	13	49 400	218 775	335 714
Édifices communautaires et récréatifs	14	13 000	34 854	34 854
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		310 004	310 004
Ameublement et équipement de bureau	18	415 000	185 919	197 538
Machinerie, outillage et équipement divers	19		243 716	430 984
Terrains	20			77 435
Autres	21	10 000		3 046
	22	32 199 950	4 314 299	5 904 002
				4 297 363

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		2 349 609	2 349 609
Usines de traitement de l'eau potable	29			1 748 719
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		57 892	57 892
Autres infrastructures	32		913 530	2 187 407
Autres immobilisations	33		993 268	1 309 094
	34		4 314 299	5 904 002
				4 297 363

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	110 608 090	20 017 604	10 036 670	120 589 024
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 810 812	4 560 650	424 697	5 946 765
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	882 308	171 074	393 783	659 599
Autres	6	1 684 825	451 284	1 034 023	1 102 086
	7	114 986 035	25 200 612	11 889 173	128 297 474
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	99 106 739	24 906 612	9 430 473	114 582 878
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	99 106 739	24 906 612	9 430 473	114 582 878
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	15 879 296	294 000	2 458 700	13 714 596
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	15 879 296	294 000	2 458 700	13 714 596
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	15 879 296	294 000	2 458 700	13 714 596
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	15 879 296	294 000	2 458 700	13 714 596
	26	114 986 035	25 200 612	11 889 173	128 297 474
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	114 986 035	25 200 612	11 889 173	128 297 474

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	103 036	109 842	210 459
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	168 893	173 747	173 747
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 138 060	2 137 966	371 381
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 409 989	2 421 555	581 840

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	43,00	35,00	3 597 046	932 204	4 529 250
Professionnels	2	67,00	20,00	1 403 536	363 738	1 767 274
Cols blancs	3	82,00	35,00	3 793 525	983 122	4 776 647
Cols bleus	4	70,00	40,00	4 864 050	1 260 558	6 124 608
Policiers	5					
Pompiers	6	38,00	40,00	1 277 889	331 175	1 609 064
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	300,00		14 936 046	3 870 797	18 806 843
Élus	9	9,00		266 063	68 952	335 015
	10	309,00		15 202 109	3 939 749	19 141 858

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	398 167	85 963			484 130
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		1 821 956			1 821 956
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	567 724	346 662	(17 088)		897 298
	17	965 891	2 254 581	(17 088)		3 203 384

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	344 360	27	14 637	53	358 997	79	105	358 997	131	312 608
Évaluation	2	704 975	28		54	704 975	80	106	704 975	132	
Autres	3	5 741 744	29	648 790	55	6 390 534	81	993 504	107	5 397 030	133
	4	6 791 079	30	663 427	56	7 454 506	82	993 504	108	6 461 002	134
Sécurité publique											
Police	5	3 226 750	31	39 723	57	3 266 473	83	245 229	109	3 021 244	135
Sécurité incendie	6	2 115 503	32	67 389	58	2 182 892	84	44 154	110	2 138 738	136
Sécurité civile	7	3 300	33		59	3 300	85		111	3 300	137
Autres	8	267 310	34	1 595	60	268 905	86		112	268 905	138
	9	5 612 863	35	108 707	61	5 721 570	87	289 383	113	5 432 187	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 377 056	36	1 548 090	62	3 925 146	88	63 647	114	3 861 499	140
Enlèvement de la neige	11	2 930 855	37	51 565	63	2 982 420	89		115	2 982 420	141
Autres	12	1 048 705	38	3 404	64	1 052 109	90		116	1 052 109	142
Transport collectif	13	1 420 145	39		65	1 420 145	91	442 787	117	977 358	143
Autres	14	1 163 058	40		66	1 163 058	92		118	1 163 058	144
	15	8 939 819	41	1 603 059	67	10 542 878	93	506 434	119	10 036 444	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 006 156	42	187 780	68	1 193 936	94	21 274	120	1 172 662	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 397 666	43	259 809	69	1 657 475	95		121	1 657 475	147
Traitement des eaux usées	18	811 532	44	440 483	70	1 252 015	96		122	1 252 015	148
Réseaux d'égout	19	1 006 423	45	724 989	71	1 731 412	97		123	1 731 412	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 122 892	46		72	1 122 892	98		124	1 122 892	150
Matières recyclables	21	1 255 679	47		73	1 255 679	99		125	1 255 679	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102	39 115	128	(39 115)	154
Autres	25		51		77		103		129		53 157
	26	6 600 348	52	1 613 061	78	8 213 409	104	60 389	130	8 153 020	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	185 523	172		187	185 523	202		217		185 523	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	282 143	174		189	282 143	204		219		282 143	234
	160	467 666	175		190	467 666	205		220		467 666	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 279 105	176	7 989	191	1 287 094	206		221		1 287 094	236 389 298
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237 63 033
Promotion et développement économique	163	1 142 127	178	388 291	193	1 530 418	208	77 462	223		1 452 956	238
Autres	164	122 993	179	18 608	194	141 601	209		224		141 601	239
	165	2 544 225	180	414 888	195	2 959 113	210	77 462	225		2 881 651	240 452 331
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	5 837 014	181	455 741	196	6 292 755	211	784 711	226		5 508 044	241 19 146
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	969 060	182	44 167	197	1 013 227	212	35 570	227		977 657	242
Autres	168	1 471 821	183	444 341	198	1 916 162	213	109 565	228		1 806 597	243 253 053
	169	8 277 895	184	944 249	199	9 222 144	214	929 846	229		8 292 298	244 272 199
Réseau d'électricité												
	170	13 144 366	185	210 566	200	13 354 932	215	14 612 781	230		(1 257 849)	245 72 978
	171	52 378 261	186	5 557 957	201	57 936 218	216	17 469 799	231		40 466 419	246 3 218 213

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	73	17 293
Charges sociales	2	19	4 043
Biens et services	3	4 314 207	3 746 443
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 314 299	3 767 779

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 087 707	5 597 669
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1	
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 087 708	5 597 669
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 233 188	490 038
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 233 188	490 038
Solde à la fin de l'exercice	12	7 320 896	6 087 707
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 126 128	1 135 827
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	288 921	79 684
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 415 049	1 215 511
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		(89 383)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		(89 383)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 415 049	1 126 128
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 972 581	2 231 637
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(450 278)	(316 876)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 522 303	1 914 761
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	525 874	57 820
Activités d'investissement	27	(498 509)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	27 365	57 820
Solde à la fin de l'exercice	31	1 549 668	1 972 581

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (2 582 347)	(3 014 116)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (2 582 347)	(3 014 116)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 (431 774)	(431 769)
	45 (431 774)	(431 769)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 (431 774)	(431 769)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 (2 150 573)	(2 582 347)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 5 707 472	3 983 444
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	(29 600)
Solde redressé au début de l'exercice	55 5 707 472	3 953 844
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 18 670 975	1 753 628
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 18 670 975	1 753 628
Solde à la fin de l'exercice	61 24 378 447	5 707 472
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 64 823 466	60 188 028
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 64 823 466	60 188 028
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (11 956 895)	4 635 438
Solde à la fin de l'exercice	68 52 866 571	64 823 466

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 070 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 070 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 070 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 833 286	2	3	4	5 (161 354)	6	7 671 932
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 833 286	16	17	18	19 (161 354)	20	21 671 932

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	13 500 000	14 612 781
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	13 500 000	14 612 781
			14 519 296
Charges			
Achat d'énergie	7	10 100 000	11 715 444
Taxe sur le revenu brut	8		9 983 731
Frais d'exploitation	9	1 906 155	1 428 922
Autres frais	10		
Frais de financement	11	72 300	72 978
Amortissement des immobilisations	12	957 431	210 566
	13	13 035 886	13 427 910
			11 784 014
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15	13 035 886	13 427 910
			11 784 014
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	464 114	1 184 871
			2 735 282
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	957 431	210 566
Produit de cession	18		244 197
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	957 431	210 566
			244 197
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	957 431	210 566
			244 197
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	1 421 545	1 395 437
			2 979 479

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 6 □ 8 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 7 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 8 □ 5 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 4 , □ 0 □ 5 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 3 , □ 0 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 1 , □ 6 □ 8 □ 0 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2 | 1 | 5] , [0 | 0]	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 19, avenue Marquette
(no) (rue)
Baie-Comeau G4Z 1K5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 296-4931
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jeanie Caron

Téléphone (418) 296-8127
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 296-8349
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jcaron@ville.baie-comeau.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Jacques Dubé CPA Inc

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 859, rue Bossé, bureau 207
(no) (rue)
Baie-Comeau G5C 3P8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 589-2013
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 589-3010
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.dube@jdube.ca

Responsable du dossier Jacques Dubé

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1 18 306 861
Facteur comparatif	2 1,18
Valeur uniformisée	3 <u>21 602 096</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphane Pelletier , atteste que le rapport financier consolidé de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-20 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Baie-Comeau .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-Comeau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Baie-Comeau détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 9 587 394 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,8510 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-02 08:45:34

Date de transmission au Ministère : 2016/06/21

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Baie-Comeau

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	68 205 691		65 017 920	67 224 598	8 603 132	72 345 973
Investissement	2	2 786 374			2 174 884	1 014 307	3 189 191
	3	70 992 065		65 017 920	69 399 482	9 617 439	75 535 164
Charges	4	63 979 551		63 703 716	61 154 431	8 275 096	65 947 770
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 012 514		1 314 204	8 245 051	1 342 343	9 587 394
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 786 374 ) (		) (	2 174 884 ) (	1 014 307 ) (	3 189 191)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 226 140		1 314 204	6 070 167	328 036	6 398 203
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	5 949 670		6 769 376	5 557 957	1 310 159	6 868 116
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				8 444	96 300	104 744
Remboursement de la dette à long terme	10 (	9 546 852 ) (		9 215 160 ) (	9 132 218 ) (	922 214 ) (	10 054 432)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	42 766 ) (		151 400 ) (	327 106 ) (	1 329 317 ) (	1 656 423)
Excédent (déficit) accumulé	12	(489 589)		1 282 980	(957 646)	(90 718)	(1 048 364)
Autres éléments de conciliation	13	393 435			13 590	25 389	38 979
	14	(3 736 102)		(1 314 204)	(4 836 979)	(910 401)	(5 747 380)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	490 038			1 233 188	(582 365)	650 823

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	23 911 759	23 245 932	23 561 605
Autres	2	23 153 616	41 119 458	47 103 194
	3	47 065 375	64 365 390	70 664 799
Passifs				
Dette à long terme	4	105 468 722	114 659 650	128 249 916
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	10 747 600	10 175 200	10 747 600
Autres	6	7 594 046	7 109 160	10 237 195
	7	123 810 368	131 944 010	148 662 311
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(76 744 993)	(67 578 620)	(77 997 512)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	150 707 698	149 450 450	175 138 728
Autres	10	3 172 302	3 508 228	5 295 729
	11	153 880 000	152 958 678	180 434 457
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	6 087 707	7 320 896	8 300 945
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 126 128	1 415 049	2 783 317
Réserves financières et fonds réservés	14	1 972 581	1 549 668	2 289 280
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	2 582 347 ) (	2 150 573 ) (	2 150 573) (
Financement des investissements en cours	16	5 707 472	24 378 447	22 045 827
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	64 823 466	52 866 571	69 168 149
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			(1 448 589)
	19	77 135 007	85 380 058	102 436 945
				92 849 765

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Fonds auto-assurance	20	378 838	249 893
- Cession de lots	21	3 677	3 677
- Fonds carrières et sablières	22	1 032 534	872 558
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	1 415 049	1 126 128
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	1 368 268	140 068
	31	2 783 317	1 266 196
Réserves financières			
Fonds réservés	32	569 727	479 009
	33	1 719 553	1 978 706
	34	5 072 597	3 723 911

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	44 136 227	43 868 290	44 039 591	44 039 591
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 365 123	2 697 650	2 689 048	2 689 048
Quotes-parts	3				611 955
Transferts	4	1 512 773	813 660	1 028 500	2 108 943
Services rendus	5	17 246 911	16 069 920	17 469 799	20 638 643
Autres	6	1 944 657	1 568 400	1 997 660	2 257 793
	7	68 205 691	65 017 920	67 224 598	72 345 973
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	2 786 374		2 174 884	3 189 191
Autres	11				
	12	2 786 374		2 174 884	3 189 191
	13	70 992 065	65 017 920	69 399 482	75 535 164

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	701 120	704 975		704 975	544 934
Autres	2	6 604 767	6 086 104	663 427	6 749 531	7 655 119
Sécurité publique						
Police	3	3 243 777	3 226 750	39 723	3 266 473	3 316 001
Sécurité incendie	4	2 306 616	2 115 503	67 389	2 182 892	2 170 313
Autres	5	274 800	270 610	1 595	272 205	280 677
Transport						
Réseau routier	6	6 475 681	6 356 616	1 603 059	7 959 675	9 335 668
Transport collectif	7	1 344 580	1 420 145		1 420 145	1 138 412
Autres	8	1 225 298	1 163 058		1 163 058	1 163 627
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	3 808 724	4 221 777	1 613 061	5 834 838	6 010 213
Matières résiduelles	10	2 403 768	2 378 571		2 378 571	3 751 175
Autres	11				84 456	78 924
Santé et bien-être	12	498 670	467 666		467 666	378 588
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 472 838	1 279 105	7 989	1 287 094	1 334 225
Promotion et développement économique	14	1 153 820	1 142 127	388 291	1 530 418	2 716 292
Autres	15	120 000	122 993	18 608	141 601	154 625
Loisirs et culture	16	8 631 486	8 277 895	944 249	9 222 144	10 601 295
Réseau d'électricité	17	12 006 155	13 144 366	210 566	13 354 932	11 699 896
Frais de financement	18	4 662 240	3 218 213		3 218 213	6 368 889
Amortissement des immobilisations	19	6 769 376	5 557 957	(5 557 957)		
	20	63 703 716	61 154 431		61 154 431	68 698 873

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3